ASSOCIATION SÉCURITÉ RIVIERA

# CONSEIL INTERCOMMUNAL

**PRÉAVIS No 03/2023**

**du Comité de direction**
**AU CONSEIL INTERCOMMUNAL SÉCURITÉ RIVIERA**

## Budget de l'Association de communes Sécurité Riviera

## Année 2024

**Séance de commission : mardis 27 juin (sans CoDir) et 22 août 2023 (avec CoDir) à 19h.00, en la salle du Comité de direction, rue du Lac 118, Clarens**

## TABLE DES MATIERES


| | |
|---|---|
| 1. Préambule | Page 3 |
| 2. Principes généraux | Page 3 |
| 3. Investissements | Page 4 |
| 4. Ressources humaines | Page 6 |
| 5. Office du stationnement | Page 10 |
| 6. Police | Page 11 |
| 7. Protection civile | Page 11 |
| 8. Projet budget 2024 | Page 12 |
| 9. Charges et revenus | Page 14 |
| 10. Plan d'investissements | Page 17 |
| 11. Effectifs | Page 18 |
| 12. Conclusions | Page 19 |


Documents annexés :

- Budget 2024 avec remarques et compléments ;
- Charges et revenus par nature ;
- Charges et revenus par cellule ;
- Plan d'investissement ;
- Répartition par commune ;

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

## 1. Préambule

Le budget de l'Association de communes Sécurité Riviera (ci-après : ASR) pour l'année 2024 devrait être adopté par le Conseil intercommunal dans sa séance du 21 septembre 2023.

En vertu des dispositions de la Loi sur les communes du 28 février 1956, le Comité de direction a l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de budget pour l'année 2024. Celui-ci est établi conformément au Règlement sur la comptabilité des communes du 14 décembre 1979, ainsi qu'aux directives cantonales régissant la matière.

De manière plus spécifique, il y a lieu d'observer que l'élaboration de ce budget 2024 a été marquée par le contexte inflationniste actuel, caractérisé par une augmentation sensible du coût des prestations liées à l'énergie et aux matières premières.

## 2. Principes généraux

Selon les dispositions de l'article 35 alinéa 3 des Statuts de l'Association de communes Sécurité Riviera, le budget est approuvé par le Conseil intercommunal avant le 30 septembre. Le budget 2024 respecte les principes généraux développés dans le cadre du préavis adopté en 2006 par les dix conseils communaux des communes membres de l'ASR.

La répartition des charges et des recettes par cellule et entre les communes est appliquée conformément à l'article 34 desdits Statuts. Les charges relatives aux **tâches principales** (Autorités - Direction - Chancellerie - Amendes d'ordre - Ambulance Riviera - UTLI - Prévention - Police Riviera - Police du commerce) sont réparties entre toutes les communes partenaires, au prorata de la population pondérée. Celle-ci est égale au nombre d'habitants de la commune multiplié par un coefficient de pondération défini selon l'échelle suivante :

| | | |
|---|---|---|
| Commune : | jusqu'à 1'000 habitants | : coefficient 2 ; |
| | 1'001 à 3'500 habitants | : coefficient 3 ; |
| | 3'501 à 6'000 habitants | : coefficient 4 ; |
| | 6'001 à 12'000 habitants | : coefficient 5 ; |
| | plus de 12'000 habitants | : coefficient 6 ; |

Il est également utile de rappeler que la charge résiduelle de la Signalisation (609) est répartie au prorata du nombre d'habitants des communes de La Tour-de-Peilz, Montreux et Vevey.

Quant aux Offices du stationnement - qui présentent tous un exercice bénéficiaire - les recettes profitent aux communes respectives, qui assument directement les charges en matière d'investissements matériels, notamment en ce qui concerne les parcomètres. Une particularité est encore à signaler en ce qui concerne la Commune de Vevey, puisque l'Office du Stationnement est en charge de la gestion du parking Vieille Ville (ex Panorama), permettant une recette nette pour l'Office du Stationnement de Vevey de 2'791'108.- sur le budget 2024. Cela explique, au moment de la répartition, un résidu de charges relativement peu important pour cette commune à coefficient 6, particulièrement lors de la lecture rapide du coût par habitant.

Les charges relatives au **SDIS Riviera** (comptes 650) et à la **Protection civile** (comptes 66) sont réparties au prorata du nombre d'habitants. S'agissant de la Protection civile, cette participation s'étend, selon le même principe, aux communes de Château-d'Oex, Rossinière et Rougemont, conformément au contrat de droit administratif entré en vigueur au 1er janvier 2016.

## 3. Investissements

Pour rappel, notre fiduciaire BDO SA recommande de ne plus comptabiliser dans le budget de fonctionnement les investissements de plus de CHF 50'000.-. Conformément au Règlement sur la comptabilité des communes (RCCom), de tels investissements doivent être portés au bilan et amortis selon leur durée d'utilisation.

Les taux d'amortissement ont été définis selon l'usage courant des véhicules et les recommandations du Canton ; ils sont résumés dans le tableau ci-dessous :

| Type | Amortissement | Début d'amortissement |
|---|---|---|
| Véhicules d'urgence | 3 ans | Dès la mise en service |
| Autres véhicules | 5 ans | Dès la mise en service |
| Ambulances (véhicules avec caissons) | 7 ans | Dès la mise en service |
| Ambulances (véhicules fourgons) | 8 ans | Dès la mise en service |
| Projets informatiques | 5 ans | L'année suivant la mise en service |
| Mobilier / installations | 5 ans | Dès le début d'utilisation |
| Plan d'affectation | 10 ans | Dès l'aboutissement de l'étude |

Un plan d'investissements pour les années 2024 à 2027 est présenté pour approbation dans le présent document.

### *Projet informatique « Odyssée »*

Le projet « Odyssée » a été présenté au Conseil intercommunal dans le préavis No 04/2019 concernant le renouvellement du système d'information central des Polices vaudoises.

Ce projet est toujours en cours de réalisation. De ce fait, l'investissement préalablement prévu durant l'année 2021, pour un premier amortissement en 2022, a été reporté en 2023. Au moment de l'établissement du présent budget, l'ASR dispose d'informations permettant d'affirmer que le système sera mis en service en 2025. Cela étant, les coûts relatifs à la maintenance et à l'amortissement ont été supprimés du budget 2024 et seront portés au budget 2026.

### *GED – Gestion électronique des documents et logiciel de planification du Service de police*

La mise en place d'un système de gestion électronique des documents (GED) pour l'ensemble de l'ASR, ainsi que d'un logiciel de planification, était prévue au budget 2023 (Préavis 03/2022) pour des montants, respectivement, de CHF 500'000.- et CHF 70'000.-.

A ce stade, il y a lieu de rappeler qu'un grand nombre de projets informatiques et techniques sont actuellement en cours de réalisation au sein de l'ASR.

Parmi ces projets, l'on citera, en particulier, le renouvellement du central téléphonique, la migration du système d'exploitation informatique (passage de Windows 7 à Windows 10), l'installation d'un système d'alarme par SMS, les travaux de rénovation des locaux de Vevey, la mise en place d'un nouvel Intranet, la gestion électronique des factures fournisseurs et le renouvellement du registre des entreprises.

Les ressources qui sont actuellement à disposition ne permettent raisonnablement pas d'accomplir ces différentes tâches simultanément et il a donc été nécessaire d'établir des priorités. De ce fait, il a été décidé de reporter le projet de mise en place d'un système de GED, pour une mise en œuvre durant l'année 2024. Le montant estimé et validé dans le plan d'investissements du budget 2023 est ainsi reporté au budget 2024.

### *Réfection et réaménagement des locaux de Clarens*

A ce jour, nous ne disposons pas d'informations précises sur les intentions du nouveau propriétaire et promoteur immobilier concernant le sort de la parcelle et des locaux que nous occupons à la rue du Lac 118, à Clarens. Compte tenu de l'état de vétusté de ces locaux, il s'agit toutefois d'estimer les coûts des travaux d'entretien nécessaires pour améliorer les conditions de sécurité et l'environnement de travail du personnel. Dans cette optique, le Comité de direction et la Direction ont mandaté le Bureau E-AS SA, à Montreux (proposition n°51/2022, validée le 12.5.2022).

L'estimation globale s'élève à CHF 1'070'000.- avec une marge de plus ou moins 20%. Dès lors, un montant de CHF 1'200'000.- a été porté au plan des investissements 2024. Le montant du premier amortissement est quant à lui intégré au budget de cette même année. En fonction de la volonté du propriétaire – qui pourrait finalement réaliser lui-même ces travaux – cet amortissement pourrait potentiellement se transformer en une augmentation de loyer.

### *Rénovation du Poste de police de Vevey*

Le Comité de direction et la Direction tiennent à exprimer leur plus vive reconnaissance à la Municipalité et au Conseil communal de Vevey, qui ont accepté un crédit d'investissement d'environ CHF 2 millions pour la rénovation des locaux du Poste de police, sis à la rue du Simplon 38.
La phase préparatoire est actuellement en cours et des travaux plus conséquents débuteront au début du mois de mai 2023. Durant la quinzaine de mois que nécessiteront les travaux, les prestations de service au public pourront néanmoins être maintenues dans des conditions satisfaisantes. L'augmentation de loyer de CHF 19'840.- (annuel) a également été portée au budget 2024.

### *Maison de la sécurité publique – plan d'affectation et concours d'architecture*

Au terme de l'étude de faisabilité et de l'atelier participatif, dont les rapports (urbanisme, mobilité et développement durable), ainsi que le compte-rendu, peuvent être consultés sur notre site Internet, le projet se poursuit selon le calendrier prévu.

A l'aube de cette prochaine étape, un préavis est en cours d'élaboration. Il est en lien avec le plan d'affection de la parcelle n°2019 (lieu-dit « En Saussaz ») de la Commune de Montreux, propriété de ladite commune. Ce préavis concernera également le concours d'architecture qui se déroulera conformément aux exigences prévues par les normes SIA.

Pour ce faire, nous sommes accompagnés par le bureau d'urbanisme *Repetti Sàrl*, à Montreux, et celui d'architectes *Frei Rezakhanlou SA*, à Lausanne, expert dans l'organisation de concours.

Ce préavis ad hoc sera déposé auprès du Conseil intercommunal lors de la séance du 8 juin 2023. Le montant prévu à cet effet a été intégré au plan des investissements et son premier amortissement au budget 2024.

***Mobilier ergonomique***

Dans l'attente de la concrétisation des différents projets mentionnés ci-avant et suite aux insatisfactions récurrentes exprimées par le personnel lors des entretiens de collaboration annuels, un renouvellement du mobilier est attendu.

Après le réaménagement en priorité des deux locaux occupés par les équipes d'intervention de la Division de police-secours, il y aura également lieu d'améliorer les conditions de travail de l'ensemble du personnel. Sur la base des recommandations émises par la SUVA, nous avons opté pour un mobilier ergonomique qui s'inscrit logiquement dans la politique de santé et de sécurité au travail que nous développons progressivement. Il convient de préciser que ces équipements seront transposables dans les nouveaux espaces de la future Maison de la sécurité publique.

Sur la base de l'offre la plus compétitive, nous avons procédé à une estimation des besoins. Ceux-ci comprennent tous les postes de travail, l'acquisition d'armoires pour le personnel du Service de police et l'aménagement d'une salle polyvalente, tant pour des réunions que pour une structure de conduite, notamment lors d'une grande manifestation ou d'une gestion de crise. Le montant global, y compris une réserve de 10%, qui s'élève à CHF 390'000.-, a été porté au plan des investissements et son premier amortissement au budget 2024. Vu les montants dont il est question, un processus de marché public sera nécessaire.

## 4. Ressources humaines

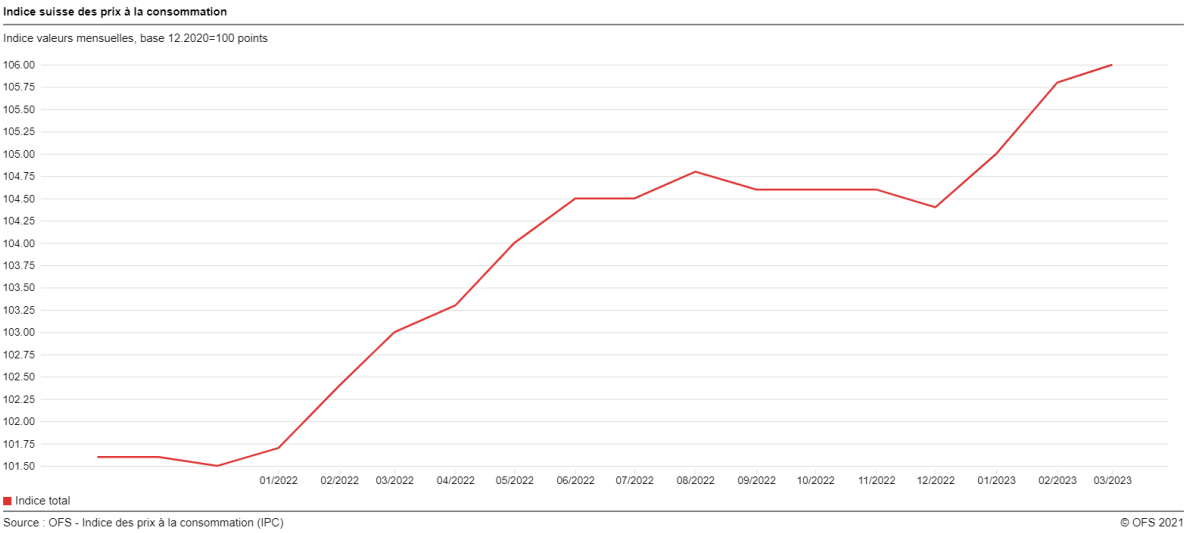
***Système de gestion du personnel – progression salariale***

Le système de gestion du personnel actuellement en vigueur (GesPer) fait reposer la progression salariale des collaboratrices et collaborateurs sur deux critères que sont l'ancienneté et l'évaluation des prestations fournies. Or, ce système péjore parfois la fidélisation de notre personnel en ne lui permettant pas de progresser jusqu'au plafond de la classe salariale. Proposition sera donc faite au Comité de Direction de ne plus tenir compte de la « séniorité » du personnel comme facteur de frein ; ceci afin de permettre d'atteindre le plafond de la classe salariale concernée, sous réserve d'une évaluation insuffisante de la qualité des prestations.

***Echelle des traitements (comptes xxx.3011 et suivants)***

Dans le contexte inflationniste que nous connaissons, le Conseil intercommunal a validé, lors de sa séance du 26 janvier 2023, une indexation de l'échelle des traitements et de l'indemnité pour inconvénients de fonction à hauteur d'un taux de 3 %, sur la base de l'indice national des prix à la consommation (IPC).

En examinant le graphique ci-dessous, l'on constatera une nouvelle hausse de l'IPC de 1,3 % entre octobre 2022 (mois de référence) et mars 2023. Malgré les incertitudes économiques actuelles, une augmentation de 2 % a été envisagée pour l'indexation lors de l'élaboration du budget fin avril 2023.




Le montant total des salaires, incluant les primes, AVS/AC/AF, caisse de pensions, LAA et perte de gain, s'élève à 33'372'371 (sans le personnel occasionnel). Le montant total d'indexation de 2% sur cette somme correspond à 674'632.

| Comptes | Total salaires | IPC 2% | Total salaires avec IPC |
|---|---|---|---|
| 3011 | 25'557'846 | 501'730 | 26'059'576 |
| 3011.01 | 133'978.21 | - | 133'978 |
| 3030 | 2'449'473 | 47'824 | 2'497'298 |
| 3040 | 4'103'509 | 116'788 | 4'220'297 |
| 3050 | 69'276 | 1'386 | 70'662 |
| 3055 | 345'255 | 6'905 | 352'160 |
| 3012 | 38'400 | | 38'400 |
| **Total** | **32'697'738** | **674'632** | **33'372'371** |

### *Mesures visant à améliorer la santé et la sécurité au travail*

En s'inspirant des principes juridiques contenus dans divers textes (Loi sur le travail, ordonnances d'application, CCT), le Comité de direction a notamment décidé, en septembre 2022, de compenser le travail de nuit pour le personnel des services d'ambulance et de police. Ces mesures ont été adoptées dans le but d'améliorer la santé et la sécurité au travail du personnel œuvrant de nuit, suite à des négociations menées avec l'Association du personnel d'ambulances Riviera (APAR) et le Syndicat des services publics (SSP). Les compensations horaires sont entrées en vigueur le 1er janvier 2023.

### *Assurances perte de gain maladie*

Le Conseil d'administration de la Caisse intercommunale de pensions (CIP) a constaté au cours des dernières années une augmentation significative des coûts liés à certaines prestations risques fournies par la Caisse. Dans ce contexte, l'assemblée des délégués de la CIP s'est réunie durant l'été 2022 afin de voter sur l'adaptation du taux de cotisation. En novembre 2022, la CIP a annoncé la suppression de l'octroi des rentes temporaires. Cette décision de la CIP a pour effet d'influencer les conditions-cadres du contrat d'assurance perte de salaire maladie conclu entre l'ASR et la Vaudoise Assurances. En raison des relations commerciales de longue date entre l'ASR et la Vaudoise Assurances, cette dernière avait accepté – à bien plaire et alors qu'elle aurait pourtant été en droit de le faire – de ne pas répercuter les coûts induits par la décision de la CIP au 1er janvier 2023. De ce fait, la modification de la couverture d'assurance a été reportée d'une année.

Cette adaptation du contrat sera ainsi effective au 1er janvier 2024, ce qui induira une augmentation de CHF 75'859.50.

### *Etude de satisfaction - prévention des risques psychosociaux*

Dans le prolongement du bilan et de l'analyse des entretiens individuels de collaboration, qui ont été présentés au Comité de Direction en début d'année 2023, la Direction de l'ASR a souhaité approfondir l'analyse du climat socioprofessionnel avec l'appui d'un partenaire externe.

Après différents échanges, le choix s'est porté sur l'institut Mediactif SA, à Corseaux, qui a été chargé de mener une étude de satisfaction auprès des collaboratrices et collaborateurs de l'ASR. Le recours à une société externe permettra de garantir la confidentialité des données et d'offrir un accompagnement à la Direction de l'ASR, notamment en fournissant un rapport d'étude et des recommandations sur le plan d'action à mettre en œuvre. En fonction des attentes exprimées, une attention particulière sera notamment portée sur le renforcement de la prévention des risques psychosociaux. Le Comité de Direction a validé la décision de confier ce mandat à la société Mediactif SA, pour un montant de CHF 15'670,35 TTC.

### *Evolution des effectifs*

Service de police : le budget du Service de police prévoit l'engagement de 6 aspirant·e·s et d'un assistant de sécurité publique en 2024.

A ce propos, il convient de rappeler que depuis 2022, la Police cantonale vaudoise a procédé à un recrutement massif de policiers formés oeuvrant dans les Polices communales. Combler les effectifs de Police Riviera demeure donc un objectif essentiel et toujours d'actualité.

Vu la difficulté de recruter des policières et policiers formés, sur un marché déjà appauvri, la formation de nouveaux collaborateurs·trices offre une perspective intéressante. Le recrutement et la formation d'aspirant·e·s de police constitue toujours un gage de qualité et de fidélité de nos policières et policiers, à tout le moins durant les cinq à sept premières années de service.

Un poste d'assistant de sécurité publique à 100% est également porté au budget. Il vise à répondre aux demandes de plusieurs communes, qui souhaitent notamment renforcer le contrôle du stationnement et assurer une présence aux abords d'écoles.

Service d'ambulances : un poste d'ambulancier (1 EPT) est porté au budget 2024.

Il y a lieu de rappeler que l'exercice 2022 a été caractérisé par l'introduction de premières mesures visant à améliorer la santé et la sécurité au travail du personnel œuvrant de nuit, notamment la compensation du travail de nuit, à hauteur de 10%, entre 23 h et 6 h. Décidées en cours d'année, ces mesures n'ont pas pu être accompagnées d'une augmentation immédiate de la dotation du Service.

En septembre 2022, le Comité de direction a adopté d'ultérieures mesures : la compensation du travail de nuit, à hauteur de 20%, entre 20 h et 6h, l'octroi d'un congé exceptionnel et la comptabilisation du temps d'habillage comme temps de travail. Ces différentes mesures sont entrées en vigueur le 1er janvier 2023. Le budget 2023 ayant été élaboré à la lumière des données connues au printemps 2022, la dotation du Service d'ambulances n'a bénéficié à ce stade que d'un EPT supplémentaire. Or, le besoin en personnel nécessaire à la correcte application de ces nouvelles mesures (hors congé exceptionnel de 80 heures) est quantifié à 2.02 EPT.

La DGS a été à maintes reprises sollicitée à ce propos, afin qu'elle octroie un subventionnement complémentaire permettant à l'ASR de disposer d'une dotation adéquate. Elle a répondu favorablement en avril 2023, en octroyant un montant forfaitaire exceptionnel de CHF 120'000.-.

Cette somme ne compense toutefois que partiellement les besoins et ne saurait représenter à elle seule une solution pérenne pour stabiliser l'organisation du Service d'ambulances. Précisons encore que la réforme DisCUP initiée par le Conseil d'Etat est toujours en cours d'étude. Elle n'entrera probablement pas en vigueur avant 2025. Elle pourrait néanmoins conduire à une meilleure prise en compte des impératifs des services d'ambulances vaudois, avec une révision de la dotation en personnel et de son financement.

UTLI : un EPT supplémentaire est porté au budget 2024.

Depuis la création de l'ASR, la structure de notre UTLI (Unité technique, logistique et informatique) n'a que peu évolué. Composée en partie d'anciens policiers ayant un attrait pour l'informatique, elle peine toujours davantage à répondre efficacement aux nécessités contemporaines. Or, les importants projets qui nécessitent de solides connaissances en informatique n'ont de cesse de se multiplier. Parmi ceux-ci, l'on citera en particulier la refonte de nos sites internet/intranet/extranet, l'introduction de la GED, la gestion du parc informatique et du « ticketting », ainsi que le projet ODYSSEE (police).

A cela s'ajoute le fait qu'à la fin mars 2023, l'ASR et la Commune de Montreux ont exprimé le souhait de revoir les termes de la convention informatique qui les lie, dans l'optique d'octroyer davantage d'indépendance à notre association. Compte tenu des défis de notre temps en termes de sécurité informatique, la vision selon laquelle l'ASR pourrait revêtir le rôle d'un pôle sécuritaire également dans ce domaine a été évoquée.

Pour toutes ces raisons, une professionnalisation de notre UTLI s'avère indispensable afin de pouvoir faire face convenablement à tous les changements présents et futurs. Dans cette optique, une allocation de ressources supplémentaires est nécessaire. Dans un premier temps, un EPT supplémentaire devrait permettre de mieux gérer les besoins actuels. La structure et la composition de l'unité, qui pourrait se muer en une véritable entité « IT » devra néanmoins être revue, notamment lors du départ à la retraite de son responsable, qui devrait intervenir à l'horizon de l'été 2024.

Direction – RH : un poste administratif RH, équivalent à 0,8 EPT (prolongation de contrat) a été porté au budget 2024.

Ce poste constitue un appui administratif et logistique. Il pourra permettre aux collaboratrices spécialisées de se concentrer sur leur cœur de métier et développer les activités dans leurs champs de compétences respectifs.

En outre et dans le contexte actuel, la Direction se voit contrainte de surseoir à l'engagement d'un-e chargé-e de projet à 80%, par mesure d'économie. Elle se réserve néanmoins la possibilité de recourir à des mandat-s ponctuel-s, en fonction des besoins liés aux nombreux projets en cours ou à venir.

## 5. Offices du stationnement (comptes 610.01.xxx à 610.03.xxx)

Les montants budgétisés pour 2024 tiennent compte de l'augmentation de l'utilisation des moyens de paiement dématérialisés, qui permettent de s'acquitter de la durée réelle du stationnement.

En effet, depuis sa mise en fonction en février 2017, les transactions liées à ce mode de paiement sont en constante progression. La conséquence est une augmentation du taux de paiement. Grâce à ce moyen, l'usager est effectivement plus enclin à s'acquitter de son stationnement, diminuant ainsi le nombre d'infractions.

Toutefois, la possibilité de gérer précisément son temps de parcage - en l'occurrence, de ne payer que la durée effective du stationnement – a une influence négative sur les recettes liées aux encaissements sur le domaine public. Ceci contrairement à ce qui se passe en cas d'utilisation d'un horodateur, où le montant du paiement est souvent supérieur à celui dû pour la durée réelle du stationnement.

Enfin, il est rappelé que les assistant-e-s de sécurité publique ont intégré depuis le 1er janvier 2021 le nouveau concept de proximité, comprenant des opérations de visibilité telles que PACIFICO (deal de rue à Vevey) ou SILENZIO (nuisances sonores estivales), ce qui a pu avoir un certain impact sur les contrôles liés au stationnement. Il est également à relever qu'en mars dernier, les Municipalités de Vevey et la Tour-de-Peilz ont décidé de rendre payant le stationnement le dimanche et les jours fériés. La Commune de Montreux souhaiterait également adopter cette mesure pour 2024. Dès lors, les montants budgétisés pourront être impactés par ce changement de régime.

| | **Montreux** | **Vevey** | **La Tour-de-Peilz** |
|---|---|---|---|
| Comptes 2022 | 1'836'367 | 3'109'486 | 344'810 |
| Budget 2023 | 1'624'918 | 3'199'209 | 256'395 |
| Budget 2024 | 1'554'830 | 2'764'226 | 266'805 |
| **Différence budget 2023 / budget 2024** | **-70'088** | **-434'984** | **10'410** |
| *En %* | *-4.3%* | *-13.6%* | *4.1%* |
| **Différence comptes 2022 / budget 2024** | **-281'537** | **-345'260** | **-78'005** |
| *En %* | *-15.3%* | *-11.1%* | *-22.6%* |

## 6. Police

Comme mentionné ci-avant, le budget du service de Police prévoit l'engagement de six aspirants en 2024.

Par ailleurs, dans le compte 603.3116 « achat de matériel spécialisé », des investissements concernant la sécurité des policières et des policiers sont prévus au travers de l'acquisition de « Bodycams », pour un montant de CHF 25'000.-.

Cette acquisition n'a pu avoir lieu en 2022 et elle ne pourra pas davantage se concrétiser en 2023, le projet n'étant pas encore totalement abouti et formalisé. Ces « Bodycams » feront prochainement partie de la dotation en matériel de l'ensemble des polices du canton, après une phase d'évaluation et de tests menée par la Police cantonale vaudoise. Elles permettront de renforcer la sécurité du personnel et de transmettre des informations utiles aux magistrats, en cas d'enquête pénale.

## 7. Protection civile

La diminution des effectifs de la Protection civile et, par conséquent, des jours de service d'instruction et d'IFC (interventions en faveur de la collectivité) ont un impact sur les comptes 660.3013 (Soldes des astreints) et 660.3091.1 (frais de formation du personnel de milice). Cet impact se concrétise par une diminution des charges. En corrélation, les comptes 660.4511 (subventions cantonales – cours de répétition) et 660.4356 (ventes et prestations – engagement PCi) diminuent *de facto* les revenus. En tout état de cause, l'équilibre entre ces comptes de charges et de revenus est respecté.

## 8. Projet de budget 2024

La prévision budgétaire 2024 est retranscrite dans le tableau figurant ci-dessous (population au 31.12.2022) :

| Commune | Population au 31.12.2022* | Montants | CHF/hab budget 2024 | CHF/hab budget 2023 |
|---|---|---|---|---|
| Blonay – Saint-Légier | 12'137 | 4'415'482 | 363.80 | 317.98 |
| Chardonne | 3'195 | 671'683 | 210.23 | 213.24 |
| Corseaux | 2'307 | 484'999 | 210.23 | 213.24 |
| Corsier | 3'367 | 707'842 | 210.23 | 213.24 |
| Jongny | 1'842 | 387'242 | 210.23 | 213.24 |
| Montreux | 26'100 | 8'538'984 | 327.16 | 329.78 |
| Tour-de-Peilz | 12'402 | 4'529'497 | 365.22 | 371.67 |
| Vevey | 19'754 | 4'875'360 | 246.80 | 230.03 |
| Veytaux | 972 | 154'585 | 159.04 | 160.87 |
| **Pays-d'Enhaut** | | | | |
| Château-d'Oex | 3'569 | 84'103 | 23.63 | 22.52 |
| Rossinière | 534 | 12'619 | 23.63 | 22.52 |
| Rougemont | 830 | 19'614 | 23.63 | 22.52 |

Le budget 2024 laisse apparaître les résultats suivants :

| | **Budget 2024 comptes 600 à 608** | **Budget 2024 comptes 600 à 610.03** | **Budget 2024 comptes 600 à 66** |
|---|---|---|---|
| **Charges brutes** | 32'760'016.00 | 41'198'391.00 | 47'511'639.00 |
| **Revenus** | 9'394'476.00 | 21'082'742.00 | 22'629'630.00 |
| **Charges à répartir** | 23'365'540.00 | 20'115'649.00 | 24'882'009.00 |

| | **Budget 2023 comptes 600 à 608** | **Budget 2023 comptes 600 à 610.03** | **Budget 2023 comptes 600 à 66** |
|---|---|---|---|
| **Charges brutes** | 32'123'961.00 | 39'908'390.00 | 46'113'735.00 |
| **Revenus** | 9'026'100.00 | 20'621'525.00 | 22'138'108.00 |
| **Charges à répartir** | 23'097'861.00 | 19'286'865.00 | 23'975'627.00 |

La variation totale de la charge pour les communes, en comparaison avec le budget 2023 s'élève à CHF 906'382.-. Elle est composée d'une augmentation des revenus de CHF 491'522.- et d'une augmentation des coûts de CHF 1'397'904.-.

Les variations importantes des charges ou des revenus du budget 2024, en comparaison avec le budget 2023, sont listées de manière non exhaustive dans le tableau ci-dessous :

| | Service | Description | Montant en CHF |
|---|---|---|---|
| CHARGES | Tous | IPC 2% | **670'000** |
| | | Electricité | **270'000** |
| | | Carburant | -50'000 |
| | | Honoraires | -20'000 |
| | | Informatique (-260k Police) | -330'000 |
| | | Loyers | -70'000 |
| | | Mobilier | -80'000 |
| | | Amortissement immobilisations | **120'000** |
| | | Amortissement équipements | **80'000** |
| | | Amortissement créances et débiteurs | **50'000** |
| | Police | Frais de formation et équipement pour 6 aspirants | **80'000** |
| | | Achat de mobilier | -80'000 |
| | | Achat de matériel | -40'000 |
| | | Téléphones | -50'000 |
| | | Entretien matériel spécialisé | **10'000** |
| | Protection civile | Entretien locaux | -20'000 |
| REVENUS | Office du stationnement | Montreux - diminution des recettes | **-70'000** |
| | Office du stationnement | Vevey - diminution des recettes | **-430'000** |
| | Office du stationnement | La Tour-de-Peilz – augmentation des recettes | 10'000 |
| | Ambulance | Facturation à des services tiers | 200'000 |
| | | Participation du Canton | 200'000 |
| | Amendes d'ordre | Remboursements de frais | **-100'000** |
| | Police du commerce | Emoluments de surveillance | 60'000 |
| | SDIS | Augmentation participation Canton | 110'000 |
| | Protection civile | Diminution engagements PCI | **-60'000** |
| | | Diminution subventions cours de répétition | **-20'000** |

**Remarques** : *L'augmentation des revenus est exprimée de manière positive alors qu'elle agit comme une diminution de charges. Les montants figurant en gras représentent une augmentation des charges nettes.*

## 9. Charges et revenus

La charge nette évaluée au budget 2024 concernant l'ensemble des neuf communes de l'ASR, soit les cellules Autorités, Direction, Chancellerie, Amendes d'ordre, Ambulance Riviera, UTLI, Prévention, Corps de police et Police du commerce (600 à 608), représente un montant global à répartir de CHF 23'365'540.-

La charge nette comprenant l'ensemble des cellules, soit les rubriques susmentionnées, ainsi que Signalisation et Stationnement pour les communes de Montreux, Vevey et La Tour-de-Peilz (600 à 610.03), s'élève à CHF 20'115'649.-

La charge nette pour l'ensemble des cellules, y compris le SDIS et la Protection civile, s'élève à CHF 24'882'009.-

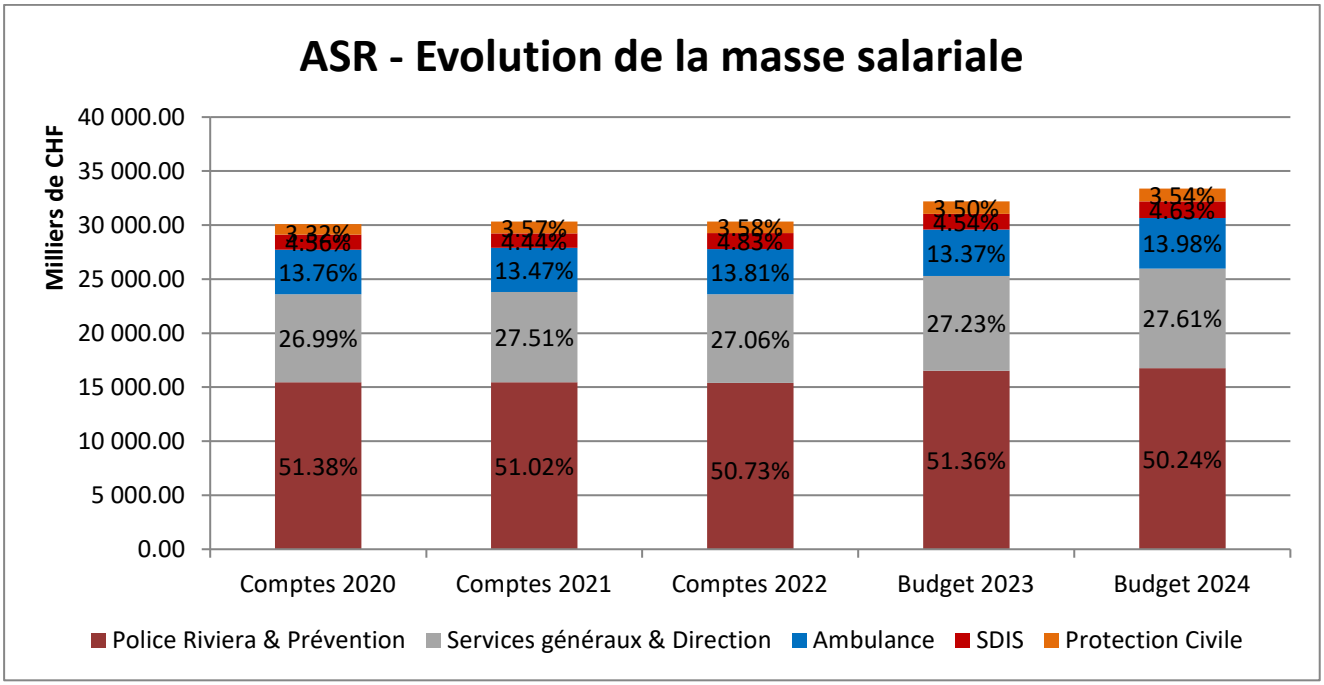
Les charges et revenus par nature se décomposent selon le tableau ci-dessous :

**Charges**

| Chapitre | Libellé | Budget 2024 |
|---|---|---|
| 30 | Autorités et personnel | 36'238'812.00 |
| 31 | Biens, services, marchandises | 6'344'124.00 |
| 32 | Intérêts passifs | 1'020.00 |
| 33 | Amortissements | 1'200'299.00 |
| 35 | Charges cantonales et intercommunales | 832'559.00 |
| 36 | Aides, subventions | 12'000.00 |
| 39 | Imputations internes | 2'882'825.00 |

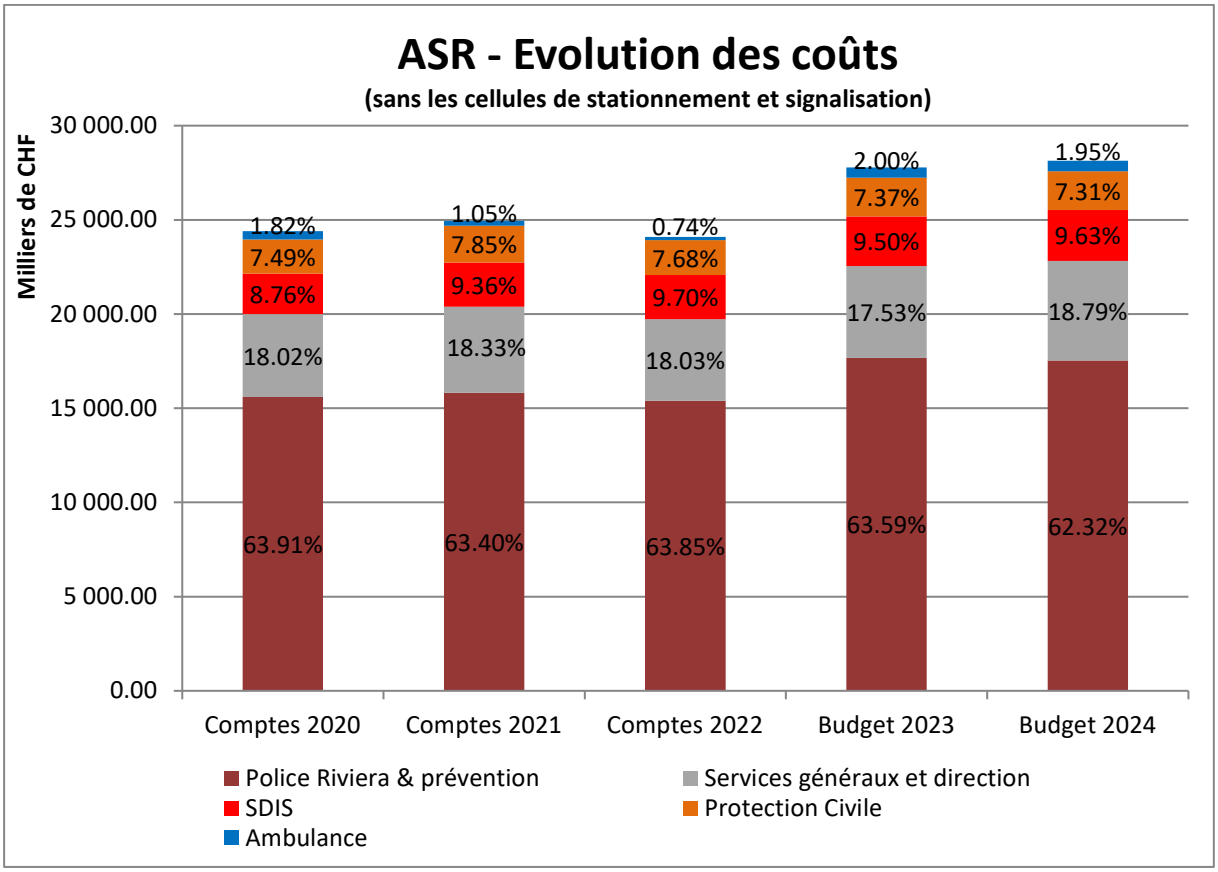
**Revenus**

| Chapitre | Libellé | Budget 2024 |
|---|---|---|
| 42 | Revenus du patrimoine | 6'781'500.00 |
| 43 | Taxes, émoluments, produits des ventes | 34'437'769.00 |
| 45 | Participations et remboursements de collectivités publiques | 3'372'104.00 |
| 49 | Imputations internes | 2'920'266.00 |




*Les services sont représentés par leur couleur de référence sur le logotype de l'ASR.*

| Service | Comptes 2020 | Comptes 2021 | Comptes 2022 | Budget 2023 | Budget 2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| Police Riviera & Prévention | 15'468'870.10 | 15'470'023.16 | 15'390'413.95 | 16'529'524.00 | 16'764'883.00 |
| Ambulance | 4'142'059.75 | 4'084'598.09 | 4'190'856.60 | 4'302'503.00 | 4'666'724.00 |
| SDIS | 1'372'425.23 | 1'344'902.05 | 1'464'011.29 | 1'460'413.00 | 1'546'342.00 |
| Protection civile | 998'681.37 | 1'082'811.65 | 1'086'454.00 | 1'128'042.00 | 1'180'018.00 |
| Services généraux & Direction | 8'126'205.60 | 8'341'684.45 | 8'208'851.75 | 8'765'118.00 | 9'214'404.00 |
| **TOTAL** | **30'108'242.05** | **30'324'019.40** | **30'340'587.59** | **32'185'600.00** | **33'372'371.00** |




*Les services sont représentés par leur couleur de référence sur le logotype.*

| Services | Comptes 2020 | Comptes 2021 | Comptes 2022 | Budget 2023 | Budget 2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| Police Riviera & Prévention | 15'597'764.37 | 15'820'556.55 | 15'386'576.26 | 17'669'159.00 | 17'531'140.00 |
| Ambulance | 443'154.76 | 263'027.33 | 179'346.13 | 556'603.00 | 547'650.00 |
| SDIS | 2'138'646.08 | 2'336'030.75 | 2'336'892.43 | 2'639'786.00 | 2'710'484.00 |
| Protection civile | 1'828'789.62 | 1'958'351.92 | 1'851'162.01 | 2'048'976.00 | 2'055'876.00 |
| Services généraux et Direction | 4'399'367.39 | 4'573'639.07 | 4'343'825.49 | 4'872'099.00 | 5'286'750.00 |
| **TOTAL** | **24'407'722.22** | **24'951'605.62** | **24'097'802.32** | **27'786'623.00** | **28'131'900.00** |

## 10. Plan d'investissements 2024 à 2027

| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | Total général |
|---|---|---|---|---|---|
| **Ambulance** | | 50'000.00 | 220'000.00 | | 270'000.00 |
| **9146.000 Ambulance / Mobilier, machines et véhicules** | | | | | |
| Ambulance Corel 971 A vérifier avec Ambulance | | | 220'000.00 | | 220'000.00 |
| Véhicule ambulance Corel 970 | | 50'000.00 | | | 50'000.00 |
| **Direction** | 1'590'000.00 | 952'000.00 | 1'000'000.00 | | 3'542'000.00 |
| **9149.013 Réaménagement des locaux Clarens** | | | | | |
| Réfection et réaménagement des locaux, à Clarens | 1'200'000.00 | | | | 1'200'000.00 |
| **9149.014 Plan d'affectation maison de la sécurité publique** | | | | | |
| Plan d'affectation maison de la sécurité publique | | 952'000.00 | | | 952'000.00 |
| **9149.015 Mobilier ergonomique** | | | | | |
| Mobilier | 390'000.00 | | | | 390'000.00 |
| **9149.017 Mise à l'enquête de la maison de la sécurité** | | | | | |
| Mise à l'enquête de la maison de la sécurité | | | 1'000'000.00 | | 1'000'000.00 |
| **Police** | 551'500.00 | 85'000.00 | 155'000.00 | 425'000.00 | 1'216'500.00 |
| **9146.002 Police / Mobilier, machines et véhicules** | | | | | |
| Moto de police - CUBLY 919 | | | | 15'000.00 | 15'000.00 |
| Moto de police - CUBLY 920 | | | | 15'000.00 | 15'000.00 |
| Moto de police - CUBLY 923 | | | | 15'000.00 | 15'000.00 |
| Moto de police CUBLY 917 | | | 15'000.00 | | 15'000.00 |
| Moto de police CUBLY 922 | | 15'000.00 | | | 15'000.00 |
| Radar mobile - Prévention | 150'000.00 | | | | 150'000.00 |
| Véhicule de police - CUBLY 901 | 70'000.00 | | | 70'000.00 | 140'000.00 |
| Véhicule de police - CUBLY 903 | 70'000.00 | | | 70'000.00 | 140'000.00 |
| Véhicule de police - CUBLY 904 | | 70'000.00 | | | 70'000.00 |
| Véhicule de police - CUBLY 905 | | | 70'000.00 | | 70'000.00 |
| Véhicule de police - CUBLY 906 | | | 70'000.00 | | 70'000.00 |
| Véhicule de police - CUBLY 908 | 70'000.00 | | | 70'000.00 | 140'000.00 |
| Véhicule de police - CUBLY 913 | 70'000.00 | | | 70'000.00 | 140'000.00 |
| Véhicule de police - CUBLY 915 | 70'000.00 | | | 70'000.00 | 140'000.00 |
| Véhicule radar | | | | 30'000.00 | 30'000.00 |
| **9149.016 Nouvelles installations vidéo et interphones Vevey** | | | | | |
| Nouvelles installations vidéo et interphones Vevey | 51'500.00 | | | | 51'500.00 |
| **Police, offstat, direction** | | 1'125'000.00 | | | 1'125'000.00 |
| **9149.011 Odyssée - système d'information central** | | | | | |
| Odyssée | | 1'125'000.00 | | | 1'125'000.00 |
| **Protection Civile** | 45'000.00 | 50'000.00 | 70'000.00 | 50'000.00 | 215'000.00 |
| **9146.004 Protection civile / Mobilier, machines et véhicules** | | | | | |
| Fougon VW T5 Pci VICO 81 | | | 70'000.00 | | 70'000.00 |
| Fourgon VW T5 Pci VICO 82 | | | | 50'000.00 | 50'000.00 |
| Pinz PCI VICO 93 | | 50'000.00 | | | 50'000.00 |
| Voiture Yeti Vico 01 | 45'000.00 | | | | 45'000.00 |
| **SDIS** | 70'000.00 | 280'000.00 | 70'000.00 | | 420'000.00 |
| **9146.003 SDIS / Mobilier, machines et véhicules** | | | | | |
| Fourgon SDIS RIVIERA 983 | | 70'000.00 | | | 70'000.00 |
| Fourgon SDIS Riviera 984 | | | 70'000.00 | | 70'000.00 |
| Mercedes Vito RIVIERA 981 | | 70'000.00 | | | 70'000.00 |
| SKODA Octavia SDIS RIVIERA 201 | | 70'000.00 | | | 70'000.00 |
| Voiture SDIS RIVIERA 900 | | 70'000.00 | | | 70'000.00 |
| Voiture SDIS RIVIERA 980 | 70'000.00 | | | | 70'000.00 |
| **Services généraux** | 40'000.00 | | 25'000.00 | 25'000.00 | 90'000.00 |
| **9146.000 Mobilier, machines et véhicules** | | | | | |
| Véhicule OCM Cubly 955 | | | 25'000.00 | | 25'000.00 |
| Véhicule Ofstat CUBLY Montreux 932 | 40'000.00 | | | | 40'000.00 |
| Véhicule stationnement - CUBLY 933 | | | | 25'000.00 | 25'000.00 |
| **Signalisation** | | | 45'000.00 | | 45'000.00 |
| **9146.000 Mobilier, machines et véhicules** | | | | | |
| Fourgon signalisation CUBLY 951 | | | 45'000.00 | | 45'000.00 |
| **Tous** | 500'000.00 | | | | 500'000.00 |
| **9149.012 GED** | | | | | |
| GED ASR | 500'000.00 | | | | 500'000.00 |
| **Total général** | 2'796'500.00 | 2'542'000.00 | 1'585'000.00 | 500'000.00 | 7'423'500.00 |

**Un plan d'investissements détaillé et comprenant le montant des amortissements annuels est annexé au budget 2024.*

## 11. Effectif

Le tableau ci-après récapitule l'effectif complet de l'Association de communes Sécurité Riviera :

| | | EPT budget 2021 | EPT budget 2022 | EPT budget 2023 | EPT budget 2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| **Direction + Services généraux** | **601** | 10.4 | 10.4 | 11.5 | 11.5 |
| | | | | | |
| **Chancellerie** | **602** | 4.5 | 4.5 | 4.5 | 4.5 |
| | | | | | |
| **Police Riviera** | **603** | 108 | 108 | 116 | 116 |
| | | | | | |
| **Prévention** | **604** | 5 | 5 | 0 | 0 |
| | | | | | |
| **Ambulance Riviera** | **605** | 29.2 | 29.2 | 30.2 | 31.2 |
| | | | | | |
| **UTLI** | **606** | 7.2 | 7.2 | 6.2 | 7.2 |
| | | | | | |
| **Amendes d'ordre** | **607** | 5 | 5 | 5 | 5 |
| | | | | | |
| **Office du commerce et des manifestations (OCM)** | **608** | 7.7 | 7.7 | 7.7 | 7.7 |
| | | | | | |
| **Signalisation** | **609** | 8 | 8 | 8 | 8 |
| | | | | | |
| **Offices du stationnement** | **610** | 22.4 | 22.4 | 22.4 | 23.4 |
| | | | | | |
| **SDIS Riviera** | **650** | 9.5 | 9.5 | 9.5 | 9.5 |
| | | | | | |
| **Protection Civile Riviera** | **660** | 7.5 | 7.5 | 7.5 | 7.5 |
| | | | | | |
| **Total** | | **224.4** | **224.4** | **228.5** | **231.5** |
| | | | | | |
| **Augmentation EPT en 2024 :** | | | **3** | | |

## 12. Conclusions

Le Comité de direction est toujours sensible au fait que la démarche liée à l'établissement du budget de l'ASR est délicate, puisqu'elle s'effectue, pour les services, huit mois avant le début de l'année comptable concernée. Néanmoins, cette contrainte a pour avantage d'inciter à poser des objectifs clairs, afin d'anticiper les besoins financiers nécessaires à leur réalisation.

De manière plus spécifique au présent budget, relevons qu'il a été établi alors que le contexte géopolitique est particulièrement instable. Cette situation est susceptible de générer un certain nombre d'incertitudes quant aux estimations et évaluations qui ont été opérées, qui pourraient s'avérer moins précises selon l'évolution de ce contexte.

***Potentielles augmentations des recettes***

Au-delà des enjeux politico-économiques, notamment ceux liés à la clé de répartition des charges entre les communes-membres, le Comité de direction et la Direction recherchent activement des solutions afin de limiter les impacts financiers qui découlent de l'augmentation du budget.

Plusieurs pistes sont actuellement explorées par les différents services ; elles concernent diverses thématiques :

- la facturation des prestations au profit des organisateurs de grandes manifestations ;
- la facturation des prestations et l'adaptation des montants relatifs aux émoluments perçus en cas d'intervention de nos services (opérationnels et administratifs) ;
- la redéfinition du concept de surveillance automatique du trafic (dispositif orienté sur les axes d'entrée de la région) ;

Il s'agit de travaux conséquents et chronophages, qui doivent être menés en parallèle à de nombreux projets. Le Conseil intercommunal et la Commission de gestion seront naturellement informés régulièrement des différentes orientations et évolutions.

En conclusion, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

**Le Conseil intercommunal Sécurité Riviera**

Vu le préavis No 03/2023 du Comité de direction du 4 mai 2023 sur le projet de Budget 2024 de l'Association de communes Sécurité Riviera,

Vu le rapport de la Commission de gestion chargée d'étudier le projet,

Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

**décide**

- d'approuver le budget de fonctionnement pour l'année 2024 qui présente les résultats suivants :

| | | |
|---|---|---|
| Total des charges brutes pour les comptes 600 à 66 | CHF | 47'511'639.00 |
| Total des revenus pour les comptes 600 à 66 | CHF | 22'629'630.00 |
| Soit une charge nette à répartir pour les comptes 600 à 66 | CHF | 24'882'009.00 |

- d'approuver le plan d'investissements pour l'année 2024, qui présente un montant d'investissements de CHF 2'796'500.00.

Ainsi adopté le 4 mai 2023

**COMITE DE DIRECTION**

Le Président — Le Secrétaire

Bernard Degex — Frédéric Pilloud

SÉCURITÉ RIVIERA — CANTON DE VAUD — LIBERTÉ ET PATRIE — Comité de Direction

Annexes mentionnées en p. 2

Membres délégués : le Comité de direction